

RAPPORT 2016 SUR LES DROITS DE L'HOMME – GUINÉE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La Guinée est une république démocratique constitutionnelle qui se trouve aux premiers stades d'une période de transition à l'issue de plusieurs décennies de régime autoritaire. La seconde élection présidentielle, qui a eu lieu le 11 octobre 2015, a vu la victoire d'Alpha Condé, président sortant, avec 58 % des voix. La campagne politique a été plus pacifique que celles de l'élection présidentielle de 2010 et des élections législatives de 2013, mais a néanmoins fait quelques morts lors d'affrontements entre des manifestants et les forces de sécurité.

Malgré des règles d'engagement plus strictes et l'interdiction de l'usage d'une force létale lors des manifestations, des éléments des forces de sécurité ont parfois agi indépendamment du contrôle civil.

Les problèmes les plus graves dans le domaine des droits de l'homme sont restés des conditions de vie délétères dans les prisons et les centres de détention, le déni de procès équitable, et des violences et des actes de discrimination à l'égard des femmes et des filles, notamment des sévices sexuels, des mariages forcés et précoces et la pratique des mutilations génitales féminines et de l'excision (MGF/E).

Au nombre des autres problèmes relatifs aux droits de l'homme figuraient : les assassinats et le recours à une force excessive, y compris des actes de torture pour obtenir des aveux, par les services de sécurité à l'encontre de civils, des arrestations arbitraires, de longues périodes de détention provisoire et des détentions de durée indéterminée, notamment de prisonniers politiques, des ingérences arbitraires dans la famille et le domicile, des restrictions à la liberté de la presse et à la liberté de réunion, la corruption à tous les niveaux du gouvernement, la discrimination à l'encontre des personnes handicapées, et la traite des personnes, notamment le travail forcé des enfants.

L'impunité est restée un problème. Le gouvernement a pris des mesures minimales pour poursuivre en justice ou punir les officiels qui avaient commis des abus au cours de l'année ou des années précédentes.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Des exécutions arbitraires ou extrajudiciaires imputées aux pouvoirs publics ou à leurs agents ont été signalées au cours de l'année. L'usage excessif de la force par la police a fait un mort parmi des manifestants (voir la section 2.b.).

Ainsi, le 16 août, les forces de l'ordre ont fait usage d'une force meurtrière au cours d'une manifestation de l'opposition, faisant un mort et douze blessés. Un agent de police a été arrêté et était dans l'attente de son procès.

Le 18 juin, le responsable d'une unité militaire a donné l'ordre à son détachement de sécurité de passer à tabac un camionneur qui bloquait son cortège. En réaction, la foule s'est retournée contre les soldats. L'incident a provoqué deux jours d'affrontements et de pillages entre civils et soldats, faisant dix-sept blessés. Le gouvernement a pris de mesures immédiates et renvoyé l'officier en question, le colonel Issa Camara, mais le ministère de la Défense n'a pas donné suite à la demande du ministère de la Justice pour le soumettre à un interrogatoire.

Les promesses de l'ex-Premier ministre Fofana de mener des enquêtes sur les violences de 2012 et 2013 en Guinée forestière impliquant les forces de l'ordre sont restées sans suite.

L'impunité a persisté pour de graves exactions commises par des agents de l'État au cours des années passées, parmi lesquelles le meurtre par les forces de sécurité d'au moins 150 manifestants de l'opposition et le viol de plus de 100 femmes et jeunes filles lors du massacre de 2009 dans un stade. À la fin de l'année, une seule personne, un gendarme de grade subalterne, avait été jugé coupable de viol lors du massacre, et quatre officiers subalternes des forces armées arrêtés en 2010 étaient toujours en détention de durée indéfinie. Deux des meneurs présumés du massacre qui avaient été inculpés, le colonel Claude Pivi et le colonel Moussa Tiégboro Camara, ont continué d'occuper des postes de haut niveau au sein du gouvernement. Par ailleurs, le général Mathurin Bangoura, également inculpé, a été nommé gouverneur de Conakry. La commission d'enquête sur le massacre du stade a enregistré certains progrès en 2015 avec l'inculpation de l'ancien chef de la junte Dadis Camara, qui résidait au Burkina Faso et qui a reconnu sa responsabilité morale – mais pas pénale – dans l'événement. Le moment choisi pour l'accusation a soulevé des questions, étant donné qu'il coïncidait avec une rencontre entre Camara et le chef de l'opposition. En fin d'année, Aboubacar « Toumba » Diakité,

autre responsable présumé et aide de camp de Camara, inculpé lui aussi, n'avait pas été arrêté. La Cour pénale internationale, qui poursuivait son enquête sur le massacre du stade de 2009, a encouragé les autorités nationales à enquêter et à traduire en justice les responsables des crimes. Toutefois, les autorités n'ont pas fait exhumer les corps censément enterrés par les forces de sécurité dans des fosses communes.

Le gouvernement n'a pas pris de mesures à l'encontre des auteurs des meurtres de 137 à 186 manifestants commis en 2007 dans l'ensemble du pays.

b. Disparitions

Il n'a pas été signalé de nouvelles disparitions pour des motifs politiques.

Les pouvoirs publics n'ont toujours pris aucune mesure pour enquêter sur la disparition de dizaines de manifestants pro-démocratie à la suite du massacre de 2009 dans le stade. L'Association des victimes du 28 septembre estimait que 84 personnes étaient toujours portées disparues et présumées mortes.

c. Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Bien que la Constitution et la loi interdisent la torture et les autres châtiments cruels, inhumains ou dégradants, des observateurs des droits de l'homme ont affirmé que des responsables gouvernementaux ont continué d'avoir recours à de telles pratiques en toute impunité. L'ancien code pénal ne criminalisait pas la torture ; cependant, le 26 octobre, le nouveau code pénal a été promulgué. Il concilie le droit guinéen et les conventions internationales sur la torture. Les agents des forces de sécurité ont usé de violence pour réprimer des manifestations, faisant des morts et des blessés (voir la section 2.b.).

Les exactions commises à l'encontre des détenus dans les prisons et dans les centres de détentions de la police judiciaire et de la gendarmerie se sont poursuivies. Des gendarmes et des policiers agissant en tant qu'officiers de police judiciaire (OPJ) ont maltraité systématiquement les détenus pour leur arracher des aveux. Des militants des droits de l'homme ont noté que les violations les plus graves se produisaient lors de l'arrestation ou dans les centres de détention de la gendarmerie. Le 23 avril, une vidéo montrant des responsables des forces de l'ordre procédant à l'interrogatoire musclé d'un suspect s'est répandue comme un feu de paille sur Facebook. La tempête de protestations sur les médias sociaux qui

s'en est suivie a provoqué une vive réaction du gouvernement, notamment du ministre de la Réconciliation nationale et du directeur de la police nationale, qui ont lancé une enquête conduisant à l'identification et à la suspension des agents de police impliqués dans l'affaire. Selon des ONG, des gardiens de prison ont torturé, battu et violé des détenus, y compris des enfants, leur ont infligé d'autres mauvais traitements, et ont contraint certaines femmes à leur accorder des faveurs sexuelles en échange d'un meilleur traitement.

Le gouvernement n'a pas pris de mesure à l'encontre des agents publics responsables de la détention arbitraire de 33 personnes et des mauvais traitements qui leur ont été infligés en septembre 2013, d'abord au centre de détention PM3 de la gendarmerie à Matam, puis au camp militaire de Soronkony, près de Kankan, où elles avaient été transférées. Les victimes, qui ont toutes été remises en liberté en 2013, ont déclaré que leurs ravisseurs les avaient passées à tabac et menacées de mort et de torture au camp de Soronkony. Selon le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) en Guinée, un détenu est décédé des suites des blessures qu'il avait subies lors de sa détention.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Dans les prisons civiles, qui relevaient du ministère de la Justice, les conditions de détention sont restées pénibles et délétères. Les mauvais traitements, l'insalubrité, la malnutrition, les maladies et l'absence de soins médicaux étaient généralisés dans l'ensemble du système carcéral et pires dans les centres de détention de la gendarmerie et de la police. La violence, la corruption des gardiens en échange de divers services et le mélange des mineurs, des femmes et des hommes ont continué de poser problème.

Conditions matérielles : Les autorités ne tenaient pas de statistiques nationales complètes sur le nombre de détenus présents dans les prisons ou les centres de détention de la gendarmerie, mais des ONG et les services officiels ont estimé qu'il y avait en octobre 2 900 prisonniers et détenus de tous types incarcérés dans le pays.

Au 1^{er} juin, la maison centrale de Conakry (MCC), dont la capacité d'accueil était de 300 personnes, en hébergeait environ 1 400. Les mineurs étaient détenus dans un quartier distinct de la prison, où ils dormaient dans des lits de fer superposés, sans matelas, ou à même le sol parce qu'il faisait trop chaud dans le lit du haut qui se trouvait sous la toiture en tôle du bâtiment. Les détenus en attente de procès (59 %) n'étaient pas séparés des prisonniers condamnés (41 %) et les autorités

carcérales n'étaient souvent pas en mesure de suivre les détenus en attente de procès après leur arrestation.

La plupart des prisons et des centres de détention étaient surpeuplés. Un quartier de la MCC hébergeait environ 700 prisonniers ; 50 prisonniers environ étaient entassés dans chaque cellule d'environ 6 m sur 7,50 m, avec un bloc sanitaire ouvert (toilettes et douche) au centre. Les détenus, qui couchaient côte à côte sur le sol en raison du surpeuplement et du manque de lits, n'étaient autorisés à quitter leur cellule qu'une heure par jour. Des responsables pénitentiaires ont transformé des locaux de réhabilitation, tels que des salles de classe et des ateliers, en dortoirs, en raison du surpeuplement.

Dans les deux prisons principales à l'extérieur de Conakry et dans les centres de détention de la gendarmerie, les hommes et les femmes n'étaient pas séparés. Il n'existait pas de système de détention pour délinquants juvéniles dans le pays et, hors de la capitale, les autorités pénitentiaires détenaient généralement les jeunes avec les adultes. Les hommes, les femmes et les enfants étaient détenus ensemble dans les centres de détention de la gendarmerie, des femmes dormant parfois dans des couloirs à l'extérieur des cellules.

Le manque de personnel de santé et de médicaments dans les prisons, associé à la malnutrition et à la déshydratation, rendait toute infection ou maladie potentiellement mortelle ; des cas de bérubéri ont été enregistrés et les décès de détenus faisaient rarement l'objet d'enquêtes. Les deux prisons principales disposaient d'un médecin et d'un personnel médical à plein temps, mais manquaient de médicaments et de moyens. La MCC était équipée d'une infirmerie où se trouvaient environ 30 patients, entassés dans une salle de 4,50 m sur 9 m. Les prisonniers devaient compter sur des proches, des organisations caritatives ou des ONG pour leur apporter des médicaments, mais les visiteurs étaient souvent obligés de verser des pots-de-vin pour que les médicaments parviennent à leurs destinataires. Les détenus devaient parfois attendre d'être à l'article de la mort pour recevoir des soins. La négligence, la mauvaise gestion et l'absence de moyens étaient répandues. Les toilettes ne marchaient pas et les détenus dormaient, mangeaient, faisaient leurs besoins et se lavaient au même endroit. L'accès à l'eau potable et à l'eau pour se laver était insuffisant. De nombreuses prisons étaient d'anciens entrepôts mal aérés. La chaleur y était étouffante et l'alimentation en électricité, insuffisante.

Selon des ONG, la malnutrition était endémique dans l'ensemble du système carcéral. Les autorités fournissaient de la nourriture à la MCC, mais la plupart des

directeurs de prison s'en remettaient aux organisations caritatives, au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et à des ONG pour fournir de la nourriture aux détenus. L'administration de la MCC a affirmé qu'elle avait commencé à offrir deux repas par jour à tous les détenus en 2011. Toutefois, les ONG ont indiqué au contraire que les détenus à Conakry et ailleurs ne recevaient toujours qu'un repas par jour et que bon nombre devaient toujours compter sur la nourriture apportée de l'extérieur par leur famille ou d'autres sources. Les détenus étaient souvent abandonnés par leurs proches en raison des difficultés et du coût des transports pour se rendre dans les prisons et parce que les gardiens exigeaient souvent des pots-de-vin pour remettre la nourriture aux détenus et la confisquaient fréquemment.

Le HCDH et les ONG ont indiqué que le traitement des prisonniers dans les centres de détention de la gendarmerie, qui n'étaient prévus que pour des détentions de deux jours au plus en attente des formalités judiciaires initiales, était bien pire que dans les prisons. Cette détention « temporaire » pouvait aller de quelques jours à plusieurs mois et les établissements n'avaient pas de système établi pour fournir des repas ou des traitements médicaux. Comme les prisons, les locaux de la gendarmerie étaient humides et malodorants. Les autorités ont régulièrement suspendu l'habeas corpus.

Bien que ce soit le ministère de la Justice qui était chargé de l'administration des prisons civiles, certains détenus possédaient davantage de pouvoir que les gardiens car ils contrôlaient les conditions de vie et l'affectation des détenus dans les cellules, favorisant ceux qui avaient les moyens de les payer. Des administrateurs des prisons et des superviseurs des centres de détention de la gendarmerie ont déclaré qu'ils devaient parfois suivre les directives de leurs supérieurs hiérarchiques militaires ou de la gendarmerie même en cas de contradiction avec les ordres du ministère de la Justice. Il est arrivé que le tribunal ordonne la libération de prisonniers, mais que les gardiens n'appliquent la décision que moyennant paiement d'un pot-de-vin.

Administration pénitentiaire : Les autorités n'ont pas eu recours aux peines de substitution à l'incarcération pour les délinquants non violents. La tenue des registres des prisons laissait à désirer. Si les détenus versaient des pots-de-vin en échange de leur libération, les dossiers concernant leur arrestation étaient souvent « perdus ». Il n'existait pas de médiateur pour traiter les plaintes. Un inspecteur général des prisons relevant du ministère de la Justice était censé les recevoir, mais cela se produisait rarement. Selon l'ONG locale Mêmes droits pour tous (MDT), la pratique religieuse faisait l'objet de restrictions dans d'autres prisons que la MCC.

Les prisonniers et les détenus ont le droit de déposer des plaintes, mais ils se sont rarement prévalus de ce droit par crainte de représailles des gardiens de prison ou des gendarmes. Pour déposer une plainte, ils devaient prendre un avocat, mais il y avait peu d'avocats et leurs services étaient coûteux. Les autorités carcérales n'ont pas enquêté sur les allégations crédibles concernant les exactions ou les conditions inhumaines de détention en prison.

Surveillance indépendante : Les pouvoirs publics ont autorisé des organisations humanitaires et religieuses locales à se rendre dans les prisons pour apporter des soins médicaux et de la nourriture aux plus nécessiteux. Des ONG locales, telles que MDT et l'Association de soutien aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux détenus (ASWAR), ainsi que des bénévoles et des groupes religieux ont eu régulièrement accès sans obstacle à la MCC. Le CICR a visité régulièrement tous les centres de détention et prisons civiles et poursuivi les programmes de partenariat avec les autorités carcérales et d'autres forces de sécurité afin d'améliorer les conditions de détention dans les prisons civiles. Les pouvoirs publics ont également autorisé des organisations internationales et des ONG à se rendre dans les centres de détention administrés par la gendarmerie.

Il n'a pas été possible de vérifier les conditions de détention dans les prisons militaires, relevant du ministère de la Défense, car les autorités en ont refusé l'accès aux groupes de défense des prisonniers et aux organisations internationales. Bien que les forces armées aient affirmé qu'elles ne détenaient pas de civils dans les prisons militaires, des cas précédemment avérés sont venus contredire leurs affirmations. Des rapports ont indiqué qu'il continuait d'y avoir une prison dans un camp militaire sur l'île de Kassa, mais les autorités n'en ont pas autorisé la surveillance indépendante.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent ces pratiques, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ces interdictions.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La gendarmerie, qui relève du ministère de la Défense, et la police nationale, qui relève du ministère de la Sécurité, sont conjointement responsables de la sécurité intérieure, bien que leurs mandats respectifs ne soient pas clairement définis. Si l'armée est responsable de la sécurité extérieure, elle joue aussi un rôle dans la sécurité intérieure. La loi autorise les forces armées, la gendarmerie et les forces de

police à procéder à des arrestations, mais seule la gendarmerie peut arrêter des membres des forces armées et de la police. Il existe également des unités spéciales de la police et de la gendarmerie, telles que le Bureau de lutte contre la criminalité et le Secrétariat général à la Présidence chargé des services spéciaux de lutte contre la drogue et le crime organisé. Les officiers de police judiciaire (OPJ), regroupés en unités mixtes composées de policiers et de gendarmes ayant reçu une formation spéciale en matière de techniques d'enquête, relevaient des tribunaux et enquêtaient sur des crimes spécifiques.

Il a été signalé certains cas où les forces de sécurité n'avaient pas empêché des violences sociétales ou n'y avaient pas réagi, notamment lors de plusieurs incidents survenus dans tout le pays alors que certains groupes se montraient violents. Au cours de l'année, dans l'ensemble du pays, des violences provoquées par des foules ont fait 17 victimes, dont 5 libérées par la force par ces foules lors de leur garde à vue aux mains des forces de sécurité.

Les forces de police sont restées inefficaces, mal rémunérées et insuffisamment dotées en équipement. De multiples rapports ont fait état de cas où les unités des services de sécurité contrevenaient à leurs ordres et faisaient usage d'une force excessive.

La corruption était toujours répandue (voir la section 4). Les mécanismes de surveillance administrative de la police étaient inefficaces et les forces de sécurité se sont rarement conformées au Code pénal. Rares étaient les victimes de crimes qui les déclaraient aux autorités, étant donné que la police était communément perçue comme corrompue, inefficace et dangereuse.

Le gouvernement a poursuivi ses efforts de réforme en standardisant les uniformes, en délivrant des cartes d'identité et en se débarrassant des imposteurs. La gendarmerie a continué de bénéficier de formations et de matériels améliorés. Les pouvoirs publics ont établi de strictes règles d'engagement pour les manifestations, comportant des ordres permanents d'autoriser la destruction de biens, y inclus des postes de police, plutôt que de recourir à une force meurtrière.

Il existait peu de mécanismes internes et externes pour enquêter sur les exactions commises par les forces de sécurité et ces mécanismes n'étaient pas efficaces en raison d'un manque de professionnalisme et de compétences, ainsi que des dysfonctionnements de l'appareil judiciaire.

L'impunité est demeurée un problème généralisé. L'État n'a pris que des mesures limitées pour poursuivre ou sanctionner les responsables publics ayant commis des violations. Le cas d'un avocat des droits de l'homme passé à tabac par les forces de sécurité en 2014 n'avait pas été jugé en fin d'année malgré la demande d'informations supplémentaires sur cette affaire de la part du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Dans le cadre d'une autre affaire, les autorités n'ont pas traduit en justice les auteurs du meurtre d'Aïssatou Boiro, militante de la lutte contre la corruption, commis en 2012. Deux personnes ont été arrêtées en 2012 et inculpées, mais l'une d'elles a été remise en liberté par la suite après qu'un employé du tribunal criminel a imité la signature du procureur sur des documents du tribunal. Les autorités ont réarrêté le suspect, mais, à la fin de l'année, l'affaire n'avait pas encore été portée devant les tribunaux. En mars, les autorités ont formellement annoncé que le meurtre de Mme Boiro ne constituait pas une exécution à motivations politiques.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La loi exige un mandat d'arrêt, mais la police a arrêté de nombreuses personnes sans en avoir obtenu. La loi prévoit également que les détenus comparaissent devant un magistrat pour inculpation dans les 48 heures suivant leur arrestation, délai renouvelable une fois sur autorisation d'un juge, mais de nombreux détenus ont été incarcérés durant des périodes plus longues. La plupart des détenus ont été incarcérés indéfiniment sans procès dans les trois prisons principales. Dans les affaires concernant la sécurité nationale, la loi autorise une garde à vue de durée double, soit 96 heures, renouvelable une fois.

Aux termes de la loi, il est illégal d'arrêter des personnes à leur domicile entre 21 heures et 6 heures ; néanmoins, des arrestations ont eu lieu pendant la nuit. Une fois inculpé, le prévenu peut être maintenu en détention jusqu'à la fin du procès, y compris pendant la durée de la procédure d'appel. Les autorités doivent informer les détenus des chefs d'accusation qui leur sont imputés dans les 48 heures. Elles ont régulièrement passé outre à la disposition légale prévoyant que les accusés ont le droit d'avoir un avocat et les accusés indigents n'ont pas reçu les services d'un avocat commis d'office aux frais de l'État. La mise au secret, bien qu'interdite par la loi, a eu lieu. La mise en liberté provisoire sous caution était laissée à la discrétion du magistrat compétent. La loi accorde aux détenus un accès rapide à des membres de leur famille, mais cela leur a été parfois refusé ou n'a été autorisé qu'en présence d'un représentant des autorités, ou après paiement d'un pot-de-vin par un membre de la famille.

Arrestations arbitraires : De nombreuses arrestations ont été effectuées sans mandat et en violation des autres protections relatives à l'application de procédures régulières prévues par la loi. La police a arrêté et détenu arbitrairement des membres de l'opposition. Les autorités ont également arrêté des membres de la famille de certaines personnes soupçonnées d'avoir commis les infractions (voir les sections 1.e. et 1.f.).

Détention provisoire : Les détenus en détention provisoire de durée indéfinie représentaient environ 75 % de la population carcérale. Ces détenus sont souvent restés incarcérés pendant trois ans ou davantage dans l'attente de la fin de leur procès et de leur condamnation ou de leur libération. L'inefficacité et la corruption du pouvoir judiciaire ont contribué à ces longs retards.

Au mois d'août, la mission d'une ONG financée par l'ONU dans les prisons de Labé et de Conakry a fourni une assistance juridique à 168 femmes et mineurs, permettant la libération de 10 femmes et de 21 mineurs.

Possibilité de contester la légalité de leur détention par les détenus devant un tribunal : Les articles 147 et 148 du code d'instruction criminelle prévoit qu'un détenu ou son avocat peut demander la mise en liberté provisoire à n'importe quel moment d'une procédure. Le juge d'instruction est alors dans l'obligation de transmettre la demande au procureur dans les 48 heures. Toutefois, rares ont été les détenus à exercer cette option en raison des difficultés qu'elle signifiait.

Amnistie : Après sa réélection en décembre 2015, le président Condé a gracié l'un de ses principaux opposants politiques, Bah Oury, après sa condamnation à la prison à perpétuité par contumace en 2013. Toutefois, l'Assemblée nationale n'avait pas adopté de loi d'amnistie permettant à Oury de supprimer son casier judiciaire, ce qui lui serait nécessaire s'il entendait poursuivre sa carrière politique.

e. Dénier de procès public et équitable

Bien que la Constitution et la loi prévoient un pouvoir judiciaire indépendant, le système judiciaire manquait d'indépendance, n'était pas suffisamment financé et était inefficace et ouvertement corrompu. Les insuffisances budgétaires, le manque d'avocats et de magistrats qualifiés, un Code pénal restrictif et dépassé, la pratique du népotisme et les partis pris ethniques limitaient l'efficacité de l'appareil judiciaire. En 2012, le pays ne comptait que 200 magistrats (juges, sténographes judiciaires et procureurs). En conséquence, dans les tribunaux inférieurs des

régions préfectorales (tribunaux de paix), une seule personne exerçait souvent les fonctions de juge, procureur et sténographe judiciaire. Les procès criminels inscrits au rôle de la cour d'assises (haute cour criminelle) ont repris en 2012 après un hiatus de sept ans. La Cour, qui doit normalement se réunir trois fois par an pour connaître des « crimes graves », n'avait tenu qu'une seule session depuis 2012. Il était fréquent que les décisions des tribunaux du pays ne soient pas appliquées. Par exemple, certains prisonniers libérés par les tribunaux restaient incarcérés parce qu'ils ne pouvaient pas s'acquitter des « frais de sortie » exigés par les gardiens. En revanche, des criminels qui avaient des relations politiques en haut lieu échappaient souvent aux poursuites.

Nombre de citoyens, se méfiant de la corruption du système judiciaire ou n'ayant pas d'autre choix, ont recouru aux mécanismes traditionnels de justice du village ou, en milieu urbain, du quartier. Les plaideurs présentaient ainsi leur dossier civil à un chef de village ou de quartier ou à un conseil de sages. La séparation entre les compétences des systèmes judiciaires officiel et traditionnel étant floue, il est arrivé que les autorités soumettent une affaire au système traditionnel afin de s'assurer que toutes les parties en respectent la décision. De la même façon, une affaire non résolue à la satisfaction de toutes les parties dans le système traditionnel pouvait être déférée au système judiciaire officiel pour y être jugée. Dans le système traditionnel, les dépositions des femmes avaient moins de poids que celles des hommes.

Procédures applicables au déroulement des procès

Les procès sont publics et ont lieu devant jury pour les affaires pénales jugées en cour d'assises. Les accusés ont le droit d'être présents à leur procès et de consulter un avocat en temps opportun. Le ministère public prépare le dossier de l'affaire, y compris les témoignages et les éléments de preuve, et en remet un exemplaire à la défense. Les accusés ont le droit de confronter et d'interroger les témoins à charge ainsi que de présenter des témoins et des preuves à décharge. La loi prévoit la présomption d'innocence des accusés, l'indépendance des juges, l'égalité des citoyens devant la loi, le droit de l'accusé à être représenté par un avocat (mais uniquement pour les crimes graves) et le droit de faire appel d'une décision judiciaire, mais ces droits n'ont pas été systématiquement respectés. Les autorités doivent informer les accusés en détail des chefs d'accusation qui leur sont imputés, avec services d'interprétation gratuits si nécessaire depuis la mise en accusation jusqu'à la fin du dernier appel, et émettre un acte d'accusation ou les libérer dans les 48 heures, mais elles n'ont pas toujours respecté ces droits. Les accusés avaient généralement des délais suffisants, mais pas les moyens, tels que l'accès à un

avocat, pour préparer leur défense. La plupart des affaires ne sont jamais allées jusqu'au stade du procès. Il n'était pas permis de garder les accusés en détention pendant une durée de plus de six mois à un an (selon le chef d'accusation) avant leur procès. Les autorités ont fréquemment refusé ces droits aux accusés.

Si le gouvernement était responsable de la prise en charge des coûts de la défense dans les affaires pénales graves, il a rarement décaissé des fonds à cette fin. Il était fréquent que l'avocat de la défense, s'il y en avait un, ne soit pas rémunéré. Les avocats des détenus étaient autorisés à voir leurs clients, mais souvent à la condition que des gardiens de prison ou des gendarmes soient présents. En vertu de la loi, les accusés ont le droit de ne pas être obligés de témoigner ou d'avouer leur culpabilité, mais l'usage de la torture dans les centres de détention portait atteinte à cette protection.

Prisonniers et détenus politiques

Selon des ONG, les autorités ont arrêté quelques personnes à des fins « d'intimidation politique », mais les ont remises en liberté peu après leur arrestation. Les pouvoirs publics ont autorisé le CICR à effectuer des visites régulières à ces personnes.

Au bout de quatre ans, le général Nouhou Thiam et quatre autres militaires, qui étaient en prison en raison de leur lien présumé avec la tentative d'assassinat du président Condé en 2011, ont été jugés et libérés au mois de mars après avoir été condamnés à une peine déjà purgée. Selon des militants des droits de l'homme, cette condamnation n'existe pas dans le système guinéen de justice pénale, mais il s'agissait là de la seule manière pour le gouvernement d'éviter un procès pour détention abusive ou arbitraire. La durée de leur détention avait dépassé celle de la peine maximale prévue pour les crimes qui leur étaient imputés ; en effet, le général Thiam était sous le coup de chefs d'accusation passibles de deux mois de prison et les quatre autres inculpés, de peines de six mois de prison.

Procédures et recours judiciaires au civil

La loi prévoit une procédure judiciaire dans les affaires civiles, y inclus pour les actions en dommages-intérêts pour atteintes aux droits de l'homme. Cependant, le pouvoir judiciaire n'était ni indépendant, ni impartial, et ses décisions étaient souvent influencées par des pots-de-vin et fondées sur le statut social et politique. Peu de poursuites ont été engagées aux fins d'obtenir réparation pour des violations des droits de l'homme, en partie en raison de la crainte du public pour ce

qui est de poursuivre en justice les forces de sécurité et du manque de confiance dans les compétences et l'impartialité des magistrats. Il était fréquent que les décisions des tribunaux du pays ne soient pas appliquées. Les ONG qui avaient engagé des recours en justice au nom de civils en 2012, 2013 et 2014 pour des infractions allant de la torture à la détention de durée indéfinie ont affirmé que leurs causes n'avaient pas encore été entendues.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La Constitution et la loi interdisent de tels actes, mais selon des rapports, la police n'aurait pas tenu compte des procédures légales dans sa poursuite de suspects de crimes, notamment lorsque cela servait ses intérêts personnels (voir la section 1.e.) Les autorités ont parfois emmené des personnes de leur domicile à n'importe quelle heure, volé leurs affaires personnelles et exigé de l'argent pour les relâcher.

Les autorités ont continué de punir certaines personnes pour des infractions qu'aurait commises un membre de leur famille.

Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La liberté de parole et la liberté de la presse sont garanties par la Constitution et la loi, mais l'État a restreint la liberté de la presse.

Liberté de la presse et des médias : Les médias indépendants ainsi que ceux appartenant à l'opposition ont été actifs et ils ont généralement exprimé un large éventail d'opinions. La portée de la presse écrite était limitée à cause du faible taux d'alphabétisation (41 %) et du prix élevé des journaux. La radio est restée la principale source d'information du public et de nombreuses stations privées ont émis dans tout le pays. Les émissions radiophoniques FM avec participation téléphonique du public avaient beaucoup de succès et permettaient aux citoyens d'exprimer leur grand mécontentement à l'égard du gouvernement.

L'augmentation du nombre de sites Web d'information a reflété la demande croissante d'opinions divergentes. Toutefois, la diffamation et la publication d'allégations pouvaient amener les autorités à réagir, notamment par des suspensions et des amendes. Par exemple, le 22 juin, un journaliste de Milo FM, station de radio privée, a été condamné par le tribunal de première instance de la

préfecture de Kankan, en Haute Guinée, à une amende d'un million de francs Guinéens (112 dollars É.-U.) pour complicité d'outrage au chef de l'État.

Violence et harcèlement : Il a été signalé des attaques physiques directes et des cas de harcèlement et d'intimidation de journalistes par des membres du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), parti politique affilié au gouvernement et à des agents des forces de l'ordre.

Au mois de juin, la garde présidentielle a gravement passé à tabac un journaliste qui avait pris une photo du président présent à une réunion politique de son parti et confisqué son matériel.

En outre, des agents des forces de l'ordre ont confisqué le matériel de certains journalistes.

Au mois de février, un journaliste a été tué alors qu'il couvrait un meeting politique, soi-disant par une balle perdue.

Censure ou restrictions concernant le contenu : Les pouvoirs publics ont imposé des sanctions aux stations et aux journalistes qui diffusaient des articles critiquant les responsables gouvernementaux et leurs actions.

Certains journalistes ont accusé des responsables du gouvernement d'essayer d'influencer le ton de leurs reportages par des pressions inappropriées et des pots-de-vin. D'autres ont engagé des gardes du corps et beaucoup ont pratiqué l'autocensure.

Au mois de mai, au cours d'une conférence de presse, le président a publiquement réprimandé une correspondante de Radio France International pour une question concernant son fils, impliqué dans un scandale de corruption dans le secteur de l'extraction minière.

Lois sur la diffamation et la calomnie : La diffamation visant le chef de l'État, la calomnie et les reportages mensongers sont passibles de grosses amendes. Les responsables gouvernementaux ont utilisé ces dispositions pour harceler les dirigeants de l'opposition.

Par exemple, au mois de juin, un journaliste animateur d'une émission de radio lors de laquelle une personne avait insulté le président au cours d'un appel, a été

condamné à un million de francs guinéens (112 dollars É.-U.) pour complicité et outrage au chef de l'État.

Liberté d'accès à internet

L'État n'a pas limité ou perturbé l'accès à internet ou censuré le contenu en ligne, et aucun rapport crédible n'a signalé qu'il surveillait les communications privées en ligne sans autorisation judiciaire appropriée. Selon l'Union internationale des télécommunications, 4,7 % des habitants avaient accès à internet en 2015.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté d'enseignement ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Liberté de réunion

La Constitution garantit la liberté de réunion, mais le gouvernement a restreint ce droit. La loi interdit toute réunion à caractère ethnique ou racial, ainsi que tout rassemblement « de nature à menacer l'unité nationale ». Le gouvernement exige un préavis de 72 heures ouvrables pour tout rassemblement public. La loi autorise les autorités locales à interdire une manifestation ou une réunion qu'elles jugent susceptible de troubler l'ordre public. Les autorités peuvent également tenir les organisateurs d'un événement responsables pénalement de toute violence ou destruction de biens ayant résulté de l'événement. Après les protestations au mois d'octobre contre le manque d'électricité, une unité conjointe de policiers et de gendarmes a interpellé 30 personnes inculpées de rassemblement illégal et de trouble de l'ordre public ; 12 d'entre elles ont été reconnues coupables, et les 18 autres ont été acquittées.

La police a employé une force excessive pour disperser des manifestants, qui protestaient souvent contre les carences des services publics, faisant des morts et des blessés. Lors d'une manifestation de l'opposition au mois d'août à Conakry, un homme de 21 ans a été abattu par la police. L'agent suspecté a été arrêté. Selon le ministère de la Sécurité et de la Protection civile, douze autres personnes ont été blessées.

En avril, le général Bangoura, gouverneur de Conakry, a annulé à la dernière minute l'autorisation d'une manifestation de femmes dans la capitale pour protester contre l'emprisonnement de membres des partis de l'opposition.

Dans le cadre des accords politiques de 2013 et 2015, les pouvoirs publics ont promis d'enquêter sur les violences politiques qui avaient causé la mort de plus de 50 personnes en 2012 et 2013, d'en tenir les auteurs responsables et d'indemniser les victimes. Cependant, à la fin de l'année, le gouvernement n'avait pas concrétisé ces promesses.

Liberté d'association

La Constitution garantit la liberté d'association et c'est un droit que les autorités ont généralement respecté. Les formalités à remplir par les associations à vocation publique, sociale, culturelle, religieuse ou politique pour être officiellement reconnues n'étaient pas indûment complexes, bien que des lenteurs bureaucratiques aient parfois retardé l'enregistrement.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté religieuse dans le monde* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La Constitution et la loi prévoient la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les déplacements à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits. La police et les forces de sécurité ont toutefois continué de détenir des voyageurs aux barrages routiers pour leur extorquer de l'argent, entravant ainsi leur libre circulation et menaçant leur sécurité. L'épidémie d'Ebola est venue compliquer la situation plus avant, avec la fermeture des frontières avec le Sénégal, la Sierra Leone et le Libéria décrétée par les autorités, ce qui a fait obstacle à la circulation des personnes et des biens. En août, lorsque les pays de la région ont été déclarés exempts du virus Ebola, la frontière avec la Côte d'Ivoire a été rouverte. Le gouvernement a coopéré avec le HCR et d'autres organisations humanitaires pour assurer protection et apporter assistance aux réfugiés, aux apatrides et aux demandeurs d'asile.

Déplacements à l'intérieur du pays : Les pouvoirs publics exigeaient que tous les citoyens de plus de 18 ans aient sur eux une carte nationale d'identité, qu'ils devaient présenter sur demande aux postes de contrôle de sécurité.

En 2012, le gouvernement avait annoncé le démantèlement de tous les barrages situés sur les voies routières du pays mais avait déclaré qu'il maintiendrait les postes de contrôle le long des frontières et sur certains itinéraires stratégiques dans Conakry. La police et la gendarmerie ont cependant établi des postes de contrôle aléatoires dans la capitale ainsi que sur l'ensemble du territoire, où ils demandaient systématiquement aux conducteurs d'acquiescer un « péage » ou d'autres redevances illicites. À ces postes de contrôle, les policiers et les gendarmes ont à l'occasion volé et battu les voyageurs et les ont parfois menacés de les tuer. Des responsables gouvernementaux au plus haut niveau ont reconnu que cette pratique perdurait, mais ils se sont déclarés impuissants à y mettre un terme.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays

Les violences interethniques dans certaines régions du pays ont parfois été cause de déplacements internes de populations. Les organisations humanitaires ont pu accéder à ces populations et leur venir en aide.

Protection des réfugiés

Le pays hébergeait des réfugiés de pays voisins, notamment de la Côte d'Ivoire, du Libéria et de la Sierra Leone. En avril, le HCR avait enregistré 8 696 réfugiés, dont 6 580 Ivoiriens. L'épidémie d'Ebola a parfois amené à limiter l'accès à certaines régions du pays, y inclus des régions d'accueil de réfugiés ; toutefois, les organismes d'aide ont pu porter assistance aux réfugiés ivoiriens du camp de Kouankan II. Au mois d'août, après la fin officielle de l'épidémie d'Ebola, la Côte d'Ivoire a rouvert sa frontière avec la Guinée, permettant de reprendre le rapatriement volontaire des réfugiés ; en septembre, le HCR a organisé un premier convoi terrestre de 128 réfugiés.

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié et les pouvoirs publics ont mis en place un régime de protection des réfugiés.

Accès aux services de base : Les réfugiés avaient accès aux services de base, tels que ceux d'éducation et de santé.

Personnes apatrides

Il y avait dans le pays quelques centaines de personnes effectivement apatrides originaires de Sierra Leone. Elles ne répondaient à aucun critère pour l'obtention de la nationalité guinéenne, à savoir la naissance sur le territoire national, le mariage, la naturalisation ou la filiation. Le HCR a expliqué que ces réfugiés n'avaient demandé ni le rapatriement ni l'intégration locale après l'invocation de la clause de cessation pour les réfugiés de la Sierra Leone. Certaines de ces personnes vivaient dans des camps de réfugiés abandonnés ; d'autres avaient quitté les sites d'anciens camps de réfugiés à Kissidougou pour s'installer dans des zones d'orpaillage dans le nord-est du pays.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La Constitution et la loi donnent aux citoyens la capacité de choisir leur gouvernement par la voie d'élections périodiques libres et équitables, à bulletin secret, au suffrage universel et égal, mais leur capacité à exercer ce droit a été limitée.

Élections et participation à la vie politique

Élections récentes : Le 11 octobre 2015, le président Alpha Condé a été réélu avec 58 % des voix.

La Constitution appelle à la tenue d'élections locales dans un délai de six mois à compter de l'installation de l'Assemblée nationale, qui a eu lieu le 13 janvier 2013. Ces élections locales ont de nouveau été retardées trois fois au cours de l'année, et récemment reportées à 2017.

Partis politiques et participation à la vie politique : En dehors des impératifs d'enregistrement, le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la création des partis politiques, mais ceux-ci n'étaient pas autorisés à représenter une région particulière ou une ethnie particulière.

Participation des femmes et des minorités : Des observateurs ont noté l'existence de contraintes culturelles qui s'opposaient à la participation des femmes à la vie politique. Sur les 34 membres du gouvernement, 5 étaient des femmes, de même que 25 députés sur 114. Le Code électoral requiert qu'au moins 30 % des candidats présentés par tout parti aux élections à l'Assemblée nationale soient des femmes, mais tous les partis ne se sont pas conformés à cette règle, qui n'a pas été appliquée.

Lors de l'élection présidentielle d'octobre, une femme, appartenant au Parti des écologistes de Guinée, figurait parmi les huit candidats.

Les ethnies minoritaires étaient représentées à l'Assemblée nationale, dans les tribunaux et au conseil des ministres.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

Bien que la loi prévoit des sanctions pénales pour les cas de corruption dans la fonction publique, le gouvernement n'a pas veillé efficacement à son application et les fonctionnaires se sont souvent livrés à des actes de corruption en toute impunité. Selon les derniers Indicateurs de gouvernance dans le monde de la Banque mondiale, la corruption demeurerait un problème grave. Des responsables publics ont détourné des fonds publics à des fins privées ou pour un emploi public illégitime, tel que l'achat de véhicules coûteux pour des fonctionnaires. La vente de terrains et les contrats commerciaux manquaient généralement de transparence.

Corruption : La corruption au sein des forces de sécurité était endémique. Les policiers et les gendarmes ne tenaient pas compte des procédures légales et extorquaient de l'argent aux barrages routiers, dans les prisons et dans les centres de détention. Les pouvoirs publics ont réduit le nombre de barrages routiers, mais les commerçants, les petits entrepreneurs, les conducteurs et les passagers étaient toujours contraints de verser des pots-de-vin pour passer. Des observateurs ont fait remarquer que des détenus payaient les gardiens pour obtenir des faveurs. En avril, le ministre de la Réconciliation nationale a été arrêté en tant que citoyen ordinaire à un barrage de la police, où il a été extorqué ; quelques minutes plus tard, à son retour à son véhicule de fonction, les policiers avaient pris la fuite, mais n'ont pas fait l'objet de poursuites judiciaires.

L'une des mesures de réforme du secteur judiciaire consistait en une augmentation de la rémunération des magistrats ainsi qu'en la création du Conseil supérieur de la magistrature pour connaître des cas de corruption de magistrats. Des gendarmes, des policiers et des gardiens de prison, eux aussi mal rémunérés, offraient de remettre des détenus en liberté contre des pots-de-vin, y inclus des détenus auxquels les tribunaux avaient déjà accordé leur liberté. Des policiers et des fonctionnaires des tribunaux ont souvent demandé de l'argent à des accusés ou à des défenseurs en échange d'une réduction ou de l'abandon des chefs d'accusation.

Des dirigeants d'entreprises ont affirmé que les procédures réglementaires manquaient de transparence et facilitaient la corruption.

Créée en 2004, l'Agence nationale de lutte contre la corruption (ANLC) est le seul organisme gouvernemental qui se consacre exclusivement à la lutte contre la corruption. C'est une entité autonome, mais qui relève directement de la présidence. Elle recueille des renseignements anonymes sur d'éventuels cas de corruption par le biais de son Bureau de réception des plaintes. Au cours des deux années écoulées, toutefois, il n'a pas été engagé de poursuites judiciaires à la suite des plaintes reçues.

Divulgarion de situation financière : Les fonctionnaires de l'État n'étaient pas assujettis à des lois relatives à la divulgation des informations financières. Le Code électoral interdit certains types d'activités financières aux membres de l'Assemblée nationale et aux candidats à la députation. Ces personnes ne peuvent pas être rémunérées par un État étranger, être le président-directeur général, son adjoint ou le président du conseil d'administration d'une société contrôlée par l'État, ou être actionnaires d'une entreprise contrôlée par l'État ou dépendant de subventions ou d'autres avantages accordés par celui-ci. Malgré ces règles, certains membres de l'Assemblée nationale ont utilisé les recettes de l'État pour soutenir leurs entreprises, certains, par exemple, exploitant des établissements d'enseignement financés par des droits de scolarité. Les autorités ont menacé, par ailleurs, de supprimer les subventions de l'État accordées à certains membres de l'Assemblée nationale s'ils n'appuyaient pas le parti au pouvoir.

Accès public à l'information : Le Conseil national de transition a adopté une loi garantissant le libre accès aux informations gouvernementales en 2010, mais cet accès n'était pas fourni régulièrement. Il était fréquent que les fonctionnaires subalternes ne répondent pas aux demandes promptement ou n'y répondent pas du tout. Les sites Web et les autres fichiers gouvernementaux présentaient des défauts de fonctionnement, fournissaient peu d'informations et n'étaient pas faciles à consulter.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de l'homme

Des groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont surveillé les atteintes aux droits de l'homme et tenté de diffuser des informations à cet égard. Ils ont généralement mené leurs activités sans restrictions

gouvernementales. Les ONG doivent renouveler leur autorisation d'activité auprès du gouvernement tous les trois ans.

Bien que les pouvoirs publics aient accepté de rencontrer les ONG et d'entendre leurs points de vue sur les problèmes relatifs aux droits de l'homme, ils ont rarement tenu compte de leurs demandes ou de leurs suggestions. Par exemple, ils ont continué de ne pas tenir compte de la demande de révocation ou du placement en congé administratif des fonctionnaires inculpés en rapport avec le massacre de 2009 émise par les groupes de défense des droits de l'homme et la communauté internationale.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Le ministère des Droits de l'homme et des Libertés publiques a disparu avec le remaniement gouvernemental qui a suivi l'élection présidentielle de 2015. Créé en 2012, avec Kalifa Gassama Diaby pour le diriger, il avait pour mission de promouvoir la sensibilisation aux droits de l'homme et de combattre l'impunité, mais il ne répondait pas à l'exigence constitutionnelle relative à la présence d'une commission indépendante des droits de l'homme. Les ONG considéraient toutefois la mise en place de ce ministère comme une mesure importante. Bien que faisant partie du gouvernement, le nouveau ministère avait continué d'affirmer son indépendance et des observateurs louaient le ministre pour la visibilité qu'il conférait aux questions des droits de l'homme, ce qu'il a continué de faire au cours de l'année en tant que ministre de l'Unité nationale et de la Citoyenneté.

Établie en 2011 pour promouvoir la réconciliation concernant les violations des droits de l'homme commises depuis l'indépendance, la Commission provisoire de réflexion sur la réconciliation nationale a présenté son rapport final fin juin, qui recommandait la création d'une commission permanente de vérité et de réconciliation.

En 2014, le gouvernement a appliqué les dispositions du titre XVI de la Constitution de 2010 et a créé l'Institution nationale indépendante des droits humains (INIDH). L'institution a prêté à controverse dès sa création en raison des divergences qui existaient entre l'institution mise en place et l'institution prévue par la loi, mais elle a poursuivi ses efforts pour établir sa crédibilité.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Condition féminine

Viol et violences conjugales/familiales : Le viol et la violence domestique sont des infractions criminelles ; ils se sont toutefois produits fréquemment et leurs auteurs ont rarement fait l'objet de poursuites. La loi ne traite pas du viol conjugal. Le viol est passible d'une peine de cinq à dix ans de prison. S'il est commis contre une femme enceinte, avec usage d'une arme à feu ou la participation d'un complice ou s'il est incestueux, la peine passe à 20 ans de prison. Selon une étude officielle de 2011, 91 % des femmes ont été victimes de violence sexiste et 49 %, d'agression sexuelle. Les victimes ont signalé moins de 1 % de ces crimes à la police en raison de la coutume, de la crainte de stigmatisation et de représailles, et du manque de coopération des policiers ou des gendarmes chargés des enquêtes. Des études ont indiqué que les citoyens hésitaient également à signaler les crimes parce qu'ils craignaient que la police demande aux victimes de payer les frais de l'enquête. À la fin juin, l'Office de protection du genre, de l'enfance et des mœurs (OPROGEM), division de la police, avait transmis les dossiers pour enquête dans 20 affaires de viol, dont 17 viols de mineurs.

Les actes de violence à l'égard d'une femme ayant causé des blessures sont passibles d'un maximum de cinq ans de prison et d'une amende d'un maximum de 30 000 francs guinéens (3,30 dollars É.-U.). Si les blessures mènent à la mutilation, à l'amputation ou à la perte d'autres organes corporels, la peine de prison peut atteindre 20 ans. Si le crime cause la mort de la victime, son auteur peut être condamné à la prison à perpétuité. La loi n'aborde pas spécifiquement la violence familiale, même s'il est possible de déposer plainte pour voies de fait générales, infraction passible de deux à cinq années de prison et d'une amende de 50 000 à 300 000 francs guinéens (5,50 à 33 dollars É.-U.). Aux termes du droit civil, les voies de fait sont un motif de divorce, mais la police est rarement intervenue dans les différends familiaux et les tribunaux ont rarement imposé des sanctions aux auteurs de violence conjugale.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : Bien que la loi interdise les MGF/E, leur taux de prévalence était extrêmement élevé dans le pays. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a signalé que 96 % des femmes et des filles du pays avaient subi ces procédures, qui se pratiquaient dans toutes les régions et dans tous les groupes religieux et ethniques. Dans deux cas ayant été portés devant les tribunaux, les magistrats n'ont imposé que des peines légères avec sursis aux auteurs des faits. Il y a eu deux cas de décès dus à des MGF/E dans des camps d'excision de Guinée forestière. Dans l'une des affaires, l'exciseuse était toujours en attente de son procès ; dans la seconde, les autorités auraient égaré ou détruit les preuves et nié que le crime se soit jamais produit, malgré des rapports faisant état du contraire.

Si l'excision était pratiquée principalement sur des filles âgées de 4 à 17 ans, différents groupes ethniques pratiquaient les MGF/E à des âges différents. Par exemple, 6 % des filles tomas avaient subi la procédure avant l'âge de cinq ans, alors que ce taux était de 39 % chez les filles malinkés. Selon une étude de l'UNICEF réalisée sur la base des données de l'Enquête démographique et de santé de 2011, 100 % des femmes de 45 à 49 ans avaient subi des MGF/E. Selon le rapport de l'UNICEF de 2013 sur les MGF/E, 96,6 % des femmes les avaient subies avant l'âge de 15 ans. La loi prévoit des sanctions pouvant aller jusqu'à la prison à perpétuité ou la peine capitale si la victime décède dans les 40 jours qui suivent l'intervention. Le Code de l'enfance prévoit à l'encontre d'un exciseur des peines de prison de trois mois minimum à deux ans et des amendes de 300 000 à un million de francs guinéens (33 à 110 dollars É.-U.) en l'absence de blessure grave ou de décès. Dans le cas contraire, la peine prévue par le Code de l'enfance est de cinq à vingt ans de prison assortie d'une amende pouvant aller jusqu'à trois millions de francs guinéens (330 dollars É.-U.). Le processus d'harmonisation du Code de l'enfance et du Code pénal entrepris par les pouvoirs publics se poursuivait.

La forme la plus courante de MGF/E était l'excision, qui consiste en l'ablation partielle ou totale du clitoris et des petites lèvres (de type II selon la classification de l'Organisation mondiale de la Santé). La Cellule de coordination sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants a signalé des taux élevés de mortalité maternelle et infantile dus aux MGF/E. Les pressions sociales incitant à se conformer aux coutumes relatives aux MGF/E étaient intenses et de nombreuses familles considéraient que la stigmatisation et les conséquences sociales d'une non-conformité à ces coutumes étaient plus néfastes que les MGF/E elles-mêmes.

Le gouvernement a intensifié ses efforts de lutte contre les MGF/E avec le soutien de chefs religieux. Une ambassade étrangère a apporté son concours au gouvernement pour mener une Campagne nationale pour l'accélération de l'abandon définitif des MGF/E. En collaboration avec l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la campagne a rassemblé des ONG, les médias, des réseaux de la société civile et plusieurs ministères. La police a œuvré avec les partenaires de la campagne pour faire appliquer la loi, et le gouvernement a fait plusieurs déclarations contre la pratique des MGF/E.

Les autorités se sont également associées aux efforts des ONG pour éliminer les MGF/E et informer les agents de santé, fonctionnaires et citoyens des dangers de

cette pratique. Plus de 60 établissements de soins de santé avaient intégré la prévention des MGF/E dans leurs services de soins prénatals et néonataux et de vaccination. La pratique des MGF/E par du personnel médical formé dans de meilleures conditions d'hygiène a continué. Bien que la « médicalisation » de la pratique ait pu réduire certains de ses effets néfastes sur la santé, elle n'éliminait pas pour autant tous les risques ; par ailleurs, elle retardait la formulation de solutions efficaces et à long terme en faveur de l'abandon de la pratique. Les familles instruites vivant en milieu urbain ont opté de plus en plus pour une légère incision symbolique sur les parties génitales de la fillette plutôt que pour la procédure complète.

Harcèlement sexuel : En 2014, le gouvernement a adopté un nouveau Code du travail qui interdit toutes les formes de harcèlement sur les lieux de travail, y inclus le harcèlement sexuel ; la Constitution interdit le harcèlement fondé sur le sexe, la race, l'ethnicité, les opinions politiques ou d'autres motifs. Les femmes travaillant dans le secteur formel en milieu urbain se sont plaintes de harcèlement sexuel fréquent, comportement que les employeurs n'ont pas réprimé. En septembre, le ministère du Travail n'avait pas encore documenté un seul cas de harcèlement sexuel, malgré sa fréquence.

Droits génésiques : Les couples et les individus ont le droit de décider du nombre d'enfants qu'ils souhaitent, de l'espacement des naissances et du moment pertinent pour en avoir, sans discrimination, coercition ni violence, mais ils ne disposaient que rarement des informations et des moyens pour ce faire. Les normes culturelles et les tabous auraient dissuadé les gens de tirer parti des possibilités d'éducation en matière de santé reproductive ou de chercher à se faire soigner pour des infections sexuellement transmises. La Division de la population des Nations Unies estimait que 7,5 % des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans employaient une méthode de contraception moderne en 2015. Selon l'OMS, le taux de mortalité maternelle en 2015 était de 679 décès pour 100 000 naissances vivantes. Le FNUAP a signalé que 44 % des femmes âgées de 20 à 24 ans avait donné naissance à un enfant avant d'avoir 18 ans. Les femmes enceintes recevaient des soins de santé gratuits, y inclus pour les césariennes, qui comprenaient un accès limité à des sages-femmes compétentes pendant l'accouchement, des soins prénatals, des soins obstétricaux essentiels et des soins post-natals. Il était toutefois fréquent que les patientes aient à proposer des sommes allant de 500 000 à 1 500 000 francs guinéens (55 à 165 dollars É.-U.) pour s'assurer de la fourniture effective des soins. Une étude officielle a estimé que 85 % des filles et des femmes en âge de procréer bénéficiaient de soins prénatals et que 45 % étaient assistées par un/une

professionnel(le) de santé lors de l'accouchement, mais que 40 % seulement des accouchements avaient lieu dans un établissement de santé ou un hôpital.

Discrimination : La loi n'accorde pas le même statut juridique ni les mêmes droits aux femmes et aux hommes, notamment en matière d'héritage, de propriété, d'emploi, de crédit et de divorce. Le Code du travail adopté en février 2014 interdit la discrimination fondée sur le sexe en matière d'embauche. Les femmes ont néanmoins fréquemment fait l'objet de discrimination dans l'emploi, la rémunération et l'éducation. Le droit coutumier, discriminatoire à l'encontre des femmes, a parfois pris le pas sur le droit officiel, notamment dans les zones rurales.

Le ministère des Affaires sociales, de la Promotion féminine et de l'Enfance s'est employé à promouvoir l'égalité des femmes devant la loi, celles-ci étant confrontées à une discrimination dans tous les secteurs de la société, particulièrement en milieu rural où les opportunités étaient limitées. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), au titre du droit coutumier, les femmes sont autorisées à posséder l'usufruit des terres uniquement, ce qui leur permet de cultiver les terres appartenant à leur famille et de percevoir un salaire, mais pas d'en être propriétaires. Toujours selon l'OCDE, les femmes éprouvaient des difficultés à obtenir des prêts.

Les responsables gouvernementaux ont reconnu que la polygynie était répandue. La législation relative au divorce favorise dans l'ensemble les hommes pour l'attribution de la garde des enfants et le partage des biens communs. Les témoignages en justice donnés par les femmes avaient moins de poids que ceux des hommes, conformément aux préceptes de l'islam et au droit coutumier.

Enfants

Enregistrement des naissances : La citoyenneté guinéenne s'obtient par la naissance dans le pays, le mariage, la naturalisation ou la filiation. Selon l'UNICEF, les autorités n'ont enregistré que 41 % des naissances en milieu rural, contre 77 % en milieu urbain. Les observateurs ont attribué les faibles taux d'enregistrement à l'éloignement des bureaux d'état-civil, à l'analphabétisme et au coût des actes de naissance. Les pouvoirs publics n'autorisaient pas les enfants à fréquenter l'école ou à accéder aux soins de santé sans présenter d'acte de naissance.

Éducation : La politique du gouvernement prévoit la gratuité et le caractère obligatoire de l'éducation primaire pour tous les enfants jusque l'âge de 16 ans. Si

les filles et les garçons bénéficiaient légalement de l'égalité d'accès à tous les niveaux de l'enseignement primaire et secondaire, seules 56 % des filles fréquentaient l'école primaire, contre 66 % des garçons. Les chiffres officiels indiquaient que 11 % des filles achevaient leurs études secondaires, contre 21 % des garçons ; cette disparité a été confirmée par une étude de l'Organisation internationale du Travail (OIT) de 2011. Le harcèlement sexuel, les corvées dont doivent s'acquitter les filles à la maison, les mariages d'enfants et d'autres facteurs étaient responsables d'une fréquentation scolaire plus basse chez les filles. Étant donné que l'âge minimum d'admission à l'emploi est de 16 ans, les enfants de 14 et 15 ans étaient particulièrement vulnérables aux pires formes de travail des enfants, ayant sans doute terminé leurs études primaires mais n'ayant pas encore l'âge requis par la loi pour travailler.

Maltraitance d'enfants : La maltraitance des enfants a posé problème.

L'OPROGEM a enquêté sur 29 cas de maltraitance et sept cas de négligence d'enfants au cours de l'année, mais, de l'avis d'observateurs, ce nombre est largement inférieur à l'incidence réelle du problème. La maltraitance d'enfants, commise ouvertement en public, a rarement été signalée aux autorités. Les familles n'y faisaient pas attention dans la plupart des cas ou traitaient le problème au niveau communautaire. Par exemple, en 2015, à Kindia, le comité local a mené une enquête sur un cas de maltraitance mais, pour des raisons inconnues, n'a pas été autorisé à renvoyer l'affaire devant les tribunaux.

Mariage forcé et mariage précoce : L'âge légal du mariage est de 21 ans pour les hommes et de 17 ans pour les femmes ; toutefois, la tradition autorise le mariage à 14 ans. Le mariage précoce constituait un problème. Selon le FNUAP, 63 % des femmes âgées de 20 à 24 ans avaient été mariées avant l'âge de 18 ans. Des parents ont arrangé le mariage de très jeunes filles, parfois de 10 ans seulement, en Moyenne-Guinée et en Guinée forestière. D'après le Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles, le mariage forcé des femmes et des jeunes filles était courant. Il n'a pas été signalé de poursuites judiciaires relatives à des mariages d'enfants au cours de l'année, bien que l'OPROGEM ait enquêté sur un cas de mariage forcé.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : Veuillez consulter les informations sur les filles dans la section Condition féminine ci-dessus.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi prescrit des peines de cinq à dix ans de prison pour toutes les formes de traite des enfants, y compris leur exploitation sexuelle commerciale, mais elle constituait un problème. L'âge minimum pour les

rapports sexuels consensuels est de 15 ans. Les sanctions prévues pour les rapports sexuels avec un enfant de moins de 15 ans sont de trois à dix ans de prison et une amende d'un maximum de deux millions de francs guinéens (220 dollars É.-U.). La loi interdit aussi la pédopornographie. Ces dispositions n'étaient pas appliquées systématiquement et les agressions sexuelles d'enfants, y inclus le viol, étaient un grave problème. Les filles de 11 à 15 ans étaient les plus vulnérables et représentaient plus de la moitié des victimes de viol. Aucun tourisme sexuel n'a été signalé.

Enfants déplacés : Bien qu'il n'existe pas de chiffres officiels, les enfants des rues étaient nombreux, en particulier dans les zones urbaines, et mendiaient souvent dans les mosquées, les rues et les marchés. L'OPROGEM a signalé la disparition de 144 enfants entre janvier et la fin août ; la plupart de ces enfants ont toutefois été retrouvés par les autorités et rendus à leurs parents.

Enfants placés en institution : Il existait dans le pays de nombreux orphelinats enregistrés et non enregistrés. Selon le ministère de l'Action sociale, de la Promotion féminine et de l'Enfance, 49 orphelinats enregistrés hébergeaient 4 822 enfants. S'il est parfois paru dans la presse des informations faisant état de maltraitance d'enfants dans les orphelinats, il n'y avait pas de statistiques fiables disponibles sur le phénomène. Les autorités ont placé certains enfants en institution après le décès de leurs parents, victimes de la fièvre à virus Ebola.

Enlèvements internationaux d'enfants : La Guinée n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter l'*Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants) du département d'État à l'adresse suivante : travel.state.gov/content/childabduction/en/legal/compliance.html.

Antisémitisme

La communauté juive était extrêmement réduite et aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite des personnes

Veuillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes handicapées

La loi n'interdit pas la discrimination à l'encontre des personnes handicapées dans les domaines de l'éducation, des transports notamment aériens, de l'accès aux soins de santé ou de l'obtention d'autres services publics. Cependant, en février 2015, le pays a adopté un nouveau Code du travail qui interdit la discrimination en matière d'emploi à l'encontre des personnes handicapées. Bien qu'il n'y ait pas de rapports officiels sur la question, la plupart des observateurs étaient d'avis que la discrimination sociétale et gouvernementale à l'égard de ces personnes était très répandue. La législation n'exigeant pas un accès facilité pour les personnes handicapées, bâtiments et véhicules leur sont restés inaccessibles. Le ministère de l'Action sociale, de la Promotion féminine et de l'Enfance est chargé de protéger les droits des personnes handicapées, mais il s'est avéré peu efficace. Il y avait dans le pays un établissement d'enseignement pour aveugles à N'Zérékoré et un pour enfants handicapés à Conakry. Les pouvoirs publics ne fournissaient pas d'appui pour scolariser ces enfants dans les établissements scolaires ordinaires.

Minorités nationales/raciales/ethniques

La population, diverse, comportait trois grands groupes linguistiques et plusieurs autres de moindre importance, correspondant à des régions spécifiques du pays. Bien que ces divers groupes soient établis dans les quatre grandes régions du pays, la Moyenne-Guinée était habitée principalement par les Peuls (Foulanis) et la Haute-Guinée par les Malinkés, les Soussous étant établis pour la plupart en Basse-Guinée. Conakry et les autres agglomérations urbaines comme Kankan se caractérisaient par leur hétérogénéité ethnique. La Guinée forestière comptait, estime-t-on, 24 langues, dont certaines n'étaient parlées que par 20 000 personnes.

Bien que la loi interdise la discrimination raciale ou ethnique, le phénomène était manifeste de la part de tous les grands groupes ethniques dans les pratiques de recrutement dans le secteur privé, dans la ségrégation ethnique des quartiers urbains et dans la rhétorique partisane sur le plan ethnique pendant les campagnes politiques. Il y a eu plusieurs cas de violence à caractère ethnique durant l'année.

Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

La loi criminalise l'activité sexuelle consensuelle entre personnes du même sexe, passible de trois ans de prison, mais il n'a pas été signalé de poursuites engagées sur ce chef d'accusation. En 2012, dans le cadre de la restructuration de

l'OPROGEM, une cellule d'enquête sur les atteintes aux bonnes mœurs, y compris l'homosexualité, a été créée. Contrairement à l'année précédente, il n'a pas été signalé d'arrestations de travestis dans des boîtes de nuit pour nuisance publique. Les lois antidiscriminatoires ne s'appliquent pas à la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre et intersexe (LGBTI).

Les tabous religieux et culturels concernant les pratiques sexuelles consensuelles entre personnes du même sexe étaient profondément enracinés. Il n'y a pas eu de rapport officiel ni de rapport d'ONG sur la discrimination à l'encontre de personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité sexuelle, mais la stigmatisation sociale a vraisemblablement dissuadé les victimes de signaler des violences ou des actes de harcèlement. Il n'existait pas d'organisation LGBTI active.

Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida

Il existe des lois destinées à protéger de la stigmatisation les personnes infectées par le VIH. Toutefois, les pouvoirs publics s'en sont remis aux initiatives des bailleurs de fonds pour lutter contre la stigmatisation liée au VIH-sida, les efforts officiels se limitant au paiement des salaires des prestataires de soins de santé. La plupart des victimes de cette stigmatisation étaient des femmes, abandonnées par leur famille après le décès de leur mari du sida. Les médecins et les agents de santé n'ont souvent pas tenu compte des normes relatives au secret médical, ce qui a entraîné une grande méfiance vis-à-vis du dépistage.

Autres formes de violence ou de discrimination sociale

Les personnes atteintes d'albinisme étaient en butte à la discrimination, en particulier en Guinée forestière. Les spéculations sur les sacrifices d'albinos ont continué d'avoir cours, bien que les autorités n'aient pas reçu de signalements confirmés qu'ils se soient effectivement produits au cours de l'année. Les ONG de défense des droits des albinos ont poursuivi leur travail de sensibilisation à la violence et à la discrimination visant ces personnes.

Les survivants d'Ebola ont également subi des actes de discrimination au travail et dans les autres domaines d'activité sociale.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi accorde aux travailleurs le droit de constituer des syndicats indépendants et de se syndiquer, de faire grève et de négocier collectivement, mais elle restreint également le libre exercice de ces droits. En février, le gouvernement a adopté un nouveau Code du travail qui exige que les syndicats obtiennent l'appui de 20 % des travailleurs de l'entreprise, de la région ou du secteur que ces entités disent représenter. Le nouveau code exige aussi le dépôt d'un préavis de 10 jours au ministère du Travail avant le début d'une grève, mais autorise toutefois les ralentissements de travail sans préavis. Les grèves ne sont autorisées que pour les questions relatives au travail. Le droit de grève n'est pas accordé aux fonctionnaires de l'État, qu'ils soient titulaires ou temporaires, ni aux membres des forces armées.

Le Code du travail protège les délégués syndicaux de toute discrimination antisyndicale. Il interdit aux employeurs de tenir compte de l'appartenance à un syndicat ou des activités syndicales dans leurs décisions d'embauche, de licenciement et de conduite des employés. Il accorde également aux travailleurs le droit de faire appel dans les 30 jours de toute décision relative à l'emploi.

Le bureau de l'Inspection générale du travail, qui relève du ministère du Travail, administre la procédure d'arbitrage par consensus comme l'exige la loi. Les employeurs ont souvent imposé un arbitrage contraignant, notamment dans les « services essentiels ».

Le gouvernement n'a pas appliqué de manière efficace les lois en vigueur. Les ressources disponibles et les inspections effectuées étaient insuffisantes pour assurer le respect de la loi et les sanctions n'ont pas été appliquées. Il n'y avait pas d'informations disponibles sur les retards affectant les procédures administratives et judiciaires. Les sanctions applicables aux diverses infractions à la législation du travail consistaient en des amendes de 50 000 à 1,5 million de francs guinéens (5,50 à 165 dollars É.-U.), ou en des peines de six mois à cinq ans de prison, ou les deux. Au nombre des diverses violations du droit du travail réprimées par le Code pénal figurent le travail forcé, le trafic de travailleurs clandestins et les actions s'opposant aux réunions syndicales. Le Code pénal inclut également dans les infractions au droit du travail les actions de travailleurs et d'employeurs qui vont à l'encontre des intérêts nationaux et le vol de secrets industriels et commerciaux. Les peines prévues étaient insuffisantes pour avoir un effet dissuasif.

Les organisations de travailleurs ont généralement fonctionné indépendamment, sans ingérence des instances gouvernementales ou des partis politiques. Le

gouvernement n'a pas toujours respecté la liberté d'association et le droit de mener des négociations collectives.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit certains types de travail forcé ou obligatoire, mais elle n'interdit pas la servitude pour dette. Elle prévoit des peines allant de cinq à dix ans de prison et la confiscation de tout produit du crime pour avoir privé des tiers de leur liberté du fait du travail forcé. Le gouvernement n'a pas appliqué efficacement cette loi ni obtenu de condamnation pour travail forcé d'adultes au titre de cette loi. Les sanctions étaient insuffisantes pour avoir un effet dissuasif. Les condamnations pénales aux travaux forcés sont illégales, mais les détenus pouvaient être contraints de participer aux corvées de la prison, telles que le nettoyage.

Des rapports ont indiqué que le travail forcé des adultes était le plus fréquent dans le secteur agricole. Il y a également eu des cas de travail forcé des enfants et la majorité des victimes de la traite des personnes signalées étaient des enfants (voir la section 7.c).

Les travailleurs migrants représentaient une petite proportion des victimes de travail forcé.

Veillez également consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

La loi interdit le travail des enfants dans le secteur formel et prévoit pour les contrevenants des peines allant de trois à dix ans de prison ainsi que la confiscation des profits tirés de ce travail. Elle ne protège pas les enfants qui travaillent dans le secteur informel. L'âge minimum d'admission à l'emploi est de 16 ans. Des exceptions à cette règle permettent aux enfants de travailler à partir de 12 ans en tant qu'apprentis pour des travaux légers, notamment dans des secteurs tels que le travail domestique et l'agriculture, et à partir de 14 ans pour les autres travaux. Les travailleurs et les apprentis âgés de moins de 18 ans ne sont pas autorisés à travailler plus de 10 heures d'affilée, de nuit, ou le dimanche. Le ministère du Travail tenait une liste de métiers ou activités ne pouvant être exercés par les femmes ni les jeunes âgés de moins de 18 ans, mais ne veillait à l'application de ces règles que dans les grandes entreprises du secteur formel de l'économie. La loi n'interdit pas les activités et les emplois dangereux dans tous les secteurs où

travaillent des enfants, notamment dans l'agriculture. Le Code pénal majore les peines prévues pour le travail forcé si des mineurs sont en cause, mais ces peines ne répondaient pas aux normes internationales et l'application de la loi n'était pas suffisante pour avoir un effet dissuasif et éviter les violations relatives au travail des enfants. Les statistiques les plus récentes indiquaient que plus d'un tiers de tous les enfants de moins de 18 ans travaillaient dans des secteurs considérés comme dangereux par l'OIT. En dépit du fait que le Code de l'enfance garantit que les lois nationales respectent les obligations imposées par les traités, et que le système judiciaire donne force de loi aux traités, sa validité demeurait équivoque car les autorités n'avaient pas adopté les textes relatifs à sa mise en application.

Le ministère du Travail est responsable de l'application des lois sur le travail des enfants et il a mené des inspections occasionnelles. Les autorités n'ont saisi les tribunaux d'aucun cas et les inspections étaient inadéquates. L'OPROGEM, relevant du ministère de la Sécurité, était chargé d'enquêter sur les cas de traite d'enfants et les violations des dispositions régissant le travail des enfants. Une fois les arrestations effectuées, la police transmet toutes les informations au ministère de la Justice. En 2012, le ministère de la Sécurité a institué une nouvelle cellule se consacrant tout particulièrement à la traite et au travail des enfants. Cette cellule comptait 30 membres et a permis de saisir les tribunaux de cinq affaires en 2012, d'une affaire en 2013 et de quatre affaires au cours du premier semestre 2014. En 2014, un tribunal a condamné trois trafiquants à quatre mois de prison pour s'être livrés à la traite de 22 mineurs à destination du Sénégal.

Les garçons travaillaient fréquemment dans les secteurs informels de l'agriculture de subsistance, du petit commerce, de la mendicité forcée, de la vente dans la rue, du cirage de chaussures et de l'exploitation minière. Des filles, moins nombreuses, pour la plupart des immigrantes de pays voisins, étaient contraintes à la servitude domestique. Le travail forcé des enfants concernait principalement les secteurs économiques de la noix de cajou, du cacao, du café, de l'or et du diamant. Beaucoup d'enfants âgés de 5 à 16 ans travaillaient de 10 à 15 heures par jour dans les mines d'or et de diamant contre une rémunération minime et peu de nourriture. Les enfants assuraient l'extraction, le transport et le nettoyage du minerai. Ils travaillaient dans des conditions extrêmes, sans équipement de protection, sans accès à l'eau ni à l'électricité, et étaient constamment exposés aux risques de contracter diverses maladies. Dans la région de Kindia, le comité local de protection de l'enfance a repéré 430 enfants exploités qui étaient employés comme porteurs, mineurs ou employés de maison, et plus de 150 enfants sans abri. Bon nombre d'entre eux n'étaient pas scolarisés et ne pouvaient pas contacter leurs parents, ce qui peut être un indicateur de travail forcé.

Selon une étude gouvernementale de 2011 réalisée avec l'OIT, 43 % de tous les enfants âgés de 5 à 17 ans travaillaient ; ils étaient 33 % à le faire dans la tranche d'âge de 5 à 11 ans, 56 % dans celle de 12 à 15 ans et 61 % dans celle de 16 à 17 ans. Parmi les enfants qui travaillaient, 93 % étaient employés dans ce que l'OIT définit comme des conditions dangereuses, ce qui signifie que 40,1 % de tous les enfants de Guinée travaillaient dans des conditions dangereuses. Ces chiffres incluaient plus d'un million d'enfants employés dans la pêche et l'agriculture, 30 600 dans le secteur manufacturier, 46 100 dans l'exploitation minière, 15 200 dans le bâtiment, 204 800 dans le commerce et la restauration, 6 800 dans les transports et 92 900 dans d'autres emplois dangereux ou présentant des risques.

De nombreux parents envoyaient leurs enfants habiter chez des proches ou des marabouts pendant leur scolarité. Les familles d'accueil obligeaient souvent ces enfants à effectuer des tâches ménagères ou du travail agricole, ou les envoyaient vendre de l'eau ou cirer des chaussures dans la rue. Certains enfants étaient également contraints de se livrer à la mendicité.

L'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales se pratiquait également (voir la section 6).

Veillez également consulter les *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du département du Travail à l'adresse suivante : www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

Le Code du travail adopté en février interdit la discrimination dans l'emploi et la profession sur la base du sexe, de la religion, de l'opinion politique, du handicap ou de l'ethnicité. Il ne contient pas de dispositions concernant la discrimination fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale, la nationalité, l'origine sociale, l'orientation sexuelle ou l'identité sexuelle, l'âge, la langue ou la séropositivité au VIH ou les maladies transmissibles. Toutefois, le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi. Les sanctions étaient insuffisantes pour avoir un effet dissuasif.

Bien que la loi exige le paiement d'un salaire égal pour un travail égal, le salaire des femmes était inférieur pour un travail similaire (voir la section 7.d.). Peu de handicapés travaillaient dans le secteur formel, hormis certaines personnes qui

étaient employées dans des petites entreprises familiales ; beaucoup pratiquaient la mendicité dans les rues pour survivre.

e. Conditions de travail acceptables

Le Code du travail autorise le gouvernement à fixer un salaire minimum mensuel mis en application par le ministère du Travail. En 2013, le gouvernement a usé de ce pouvoir pour la première fois et a fixé le salaire minimum des travailleurs domestiques à 440 000 francs guinéens (48 dollars É.-U.) par mois. Il n'a pas été fixé de salaire minimum pour les autres secteurs d'activité et il n'existait pas de seuil de pauvreté officiel établi par le gouvernement.

La loi prévoit que les horaires de travail normaux ne doivent pas dépasser 10 heures par jour ou 48 heures par semaine, avec une période obligatoire de repos de 24 heures consécutives au moins une fois par semaine, généralement le dimanche. Tout salarié a droit à des congés payés annuels, qui s'accumulent à raison de deux jours ouvrables au moins par mois de travail. La législation contient également des dispositions concernant le paiement des heures supplémentaires et du travail de nuit, correspondant à un pourcentage fixe du salaire normal. Elle fixe le nombre maximum d'heures supplémentaires obligatoires à 100 par an.

Si la loi comporte des dispositions générales concernant la sécurité et la santé au travail, les pouvoirs publics n'ont toutefois pas établi de normes concrètes en matière de sécurité et de santé sur les lieux de travail. De surcroît, ils n'ont pas émis d'ordonnance spécifiant les exigences de sécurité pour certaines professions ou certaines méthodes de travail prévues dans le Code du travail. Tous les travailleurs, y compris les travailleurs étrangers et migrants, ont le droit de refuser de travailler dans des conditions dangereuses sans encourir de sanctions.

Il appartient au ministère du Travail d'appliquer les normes en matière d'emploi, et ses 160 inspecteurs étaient autorisés à suspendre immédiatement tout travail pratiqué dans des conditions jugées dangereuses pour la santé des travailleurs. Cependant, les efforts déployés à cet égard ont été sporadiques. Selon l'OIT, les inspecteurs avaient reçu une formation insuffisante et disposaient de ressources limitées. Les postes d'inspecteur du travail laissés vacants par des départs en retraite n'ont pas été pourvus. Les inspecteurs n'avaient pas d'ordinateurs ni de moyens de transport pour mener leur mission à bien. Les peines encourues pour infraction à la législation du travail n'étaient pas suffisantes pour avoir un effet dissuasif. Le Code pénal prévoit des peines allant jusqu'à 10 ans de prison pour les personnes jugées coupables de traite des personnes. En outre, les objets de valeur

ou l'argent reçu par les trafiquants du fait du travail forcé d'autrui étaient sujets à confiscation. Le fait de livrer quelqu'un à l'exploitation par le travail forcé est sanctionné par une peine de jusqu'à cinq ans de prison.

Les autorités ont rarement surveillé les pratiques du travail ou veillé à l'application de la réglementation concernant la semaine de travail ou les heures supplémentaires. Les salaires des enseignants étaient extrêmement bas et il arrivait que ceux-ci ne soient pas payés pendant six mois, sinon davantage. Les arriérés de salaire n'étaient pas versés et certains enseignants vivaient dans une pauvreté extrême.

Le non-respect des normes concernant les salaires, les heures supplémentaires et la santé et la sécurité au travail était courant dans tous les secteurs d'activité. Par exemple, il a été fait état de conditions de travail dangereuses dans les communautés d'exploitation artisanale (à petite échelle) de l'or dans les zones septentrionales du pays, où des inspecteurs ont découvert la présence de risques sanitaires et environnementaux liés au travail.

En dépit des dispositions juridiques de protection contre le travail dans des conditions dangereuses, de nombreux travailleurs, craignant des représailles, se sont abstenus d'exercer leur droit de s'y soustraire. Il n'y avait pas de données disponibles sur les décès et les accidents survenus sur les lieux de travail, mais les accidents dus aux conditions de travail dangereuses étaient fréquents. Les pouvoirs publics ont interdit les activités d'extraction minière, notamment dans les mines d'or dites sauvages, durant la saison des pluies afin de prévenir les décès causés par les glissements de terrain et coulées de boue. Malgré cette interdiction, la pratique s'est maintenue à proximité de la frontière malienne, provoquant des accidents récurrents.